

PHILIPPINES

Action urgente

Index AI : ASA 35/011/00

Les membres du Réseau d'Actions urgentes d'Amnesty International écrivent aux autorités philippines en faveur de dix personnes, dont l'une serait âgée de quinze ans, qui ont été arrêtées par les forces armées philippines le 25 septembre, au cours d'une opération menée contre une mosquée sur l'île de Jolo. Les militaires affirment qu'il s'agit de membres du groupe armé d'opposition *Abu Sayyaf*, qui s'est récemment fait un nom sur la scène médiatique internationale après avoir enlevé et pris en otages un certain nombre de ressortissants philippins et étrangers. Il est fréquent que les personnes appréhendées aux Philippines soient interrogées sous la torture.

D'après les informations recueillies, les soldats ont découvert une grenade et d'autres armes dans un

meuble à l'intérieur de la mosquée, à Alat. Toutefois, dans le cadre d'une interview accordée au journal *Philippine Daily Inquirer*, un dignitaire religieux local a déclaré que certaines des personnes arrêtées faisaient partie du personnel d'entretien de la mosquée, et que d'autres étaient des sans-abri réfugiés dans le bâtiment.

Ces personnes sont actuellement détenues dans la prison provinciale de Sulu, dans le sud des Philippines. Une équipe de l'antenne locale de la Commission philippine des droits humains a tenté de leur rendre visite dans cet établissement pénitentiaire, mais le directeur a refusé de les laisser entrer. On ignore si les personnes arrêtées ont été autorisées à entrer en contact avec des avocats ou des membres de leur famille.

Selon la Commission philippine des droits humains, la police locale prépare leur dossier d'inculpation.

Complément d'information

D'après les informations recueillies, au moins 80 000 personnes ont fui leur domicile à Jolo depuis que l'armée philippine a lancé une offensive de grande envergure le 16 septembre, déployant apparemment 4 000 membres des forces aériennes et terrestres en vue de porter secours à 19 ressortissants philippins et étrangers retenus en otages par Abu Sayyaf. Le secrétaire philippin à la Défense, Orlando Mercado, aurait déclaré que cette attaque avait également pour but d'annihiler ce groupe armé, afin que le gouvernement puisse « préserver son respect et sa dignité ». Depuis le début de cette offensive militaire, deux journalistes français retenus captifs par Abu Sayyaf se

sont échappés et 12 évangélistes philippins ont été libérés. On ignore toujours tout du sort d'un autre Philippin, en captivité depuis plus de cinq mois, ainsi que de celui de trois Malaisiens et d'un Américain. Quelque 53 membres présumés d'Abu Sayyaf ont été arrêtés.

Depuis le début de l'offensive, Amnesty International ne cesse de recueillir des informations faisant état de violations des droits humains commises par l'armée contre la population civile de Jolo. Des habitants fuyant les affrontements ont déclaré à des journalistes locaux que les forces régulières s'étaient livrées à des bombardements aveugles, qui avaient fait des morts et des blessés parmi les civils, et qu'elles avaient sommairement exécuté, arbitrairement arrêté et fait « disparaître » des sympathisants présumés du groupe Abu Sayyaf. Il est difficile de corroborer ces informations car l'armée

philippine contrôle l'accès aux zones de combat, et toutes les lignes téléphoniques, ainsi

Il semble que le mouvement *Abu Sayyaf*, basé dans l'archipel de Sulu, dans le sud des Philippines, compte plusieurs centaines de membres armés, dont certains affichent des convictions islamiques. Ce groupe a formulé des revendications politiques mais s'est également livré à des activités criminelles, en particulier à l'extorsion. Ses membres se sont rendus coupables de graves atteintes aux droits humains, notamment d'homicides et de prises d'otages, et le soutien dont bénéficie cette organisation se serait renforcé depuis qu'elle s'est apparemment vu remettre des rançons d'un montant considérable, en échange de la récente libération d'otages occidentaux.

Amnesty International a condamné les exactions commises par *Abu Sayyaf* et l'a exhorté à renoncer à la pratique des prises d'otages.

Les membres du Réseau d'Actions urgentes d'Amnesty

que les réseaux de téléphonie mobile, ont été coupés.

International adressent actuellement des appels au chef d'état-major des forces armées philippines, entre autres, en faveur des personnes suivantes : Binajar Hussein, Alber Ulavedes, Nasser Lalil, Radzmil Salahi, Radjae Alvares, Nur Arabani, Salih Salahi, Alnasir Alih Parijal, Mobin Sappayani et Jalton Ahman. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>